

Lien miro pour référence : <https://miro.com/app/board/uXjVKKRv4Z8=/>

Énoncés d'enjeux principaux

Dans l'ensemble du territoire, les acteurs notent une difficulté d'**accès à l'alimentation de proximité**. Les initiatives qui tentent d'y répondre ne sont pas soutenues ou peu soutenues financièrement et/ou reconnues politiquement. Cet enjeu s'ajoute aux enjeux d'insécurité alimentaire, ainsi qu'à l'accès difficiles aux produits de notre territoire (ressources marines p.ex.).

Dans certaines localités, on note un manque d'espace de réunion, notamment d'espaces accessibles pour les gens ayant des limitations physiques ou des espaces de travail collaboratifs.

L'**habitation** demeure un enjeu prioritaire. Il demeure difficile de proposer des modèles alternatifs et de les soutenir dans le contexte actuel de leur développement.

Malgré les soldes migratoires en GÎM étant plus positifs que dans les dernières années (avec nuances selon les MRC), demeure l'enjeu de **maintenir les jeunes** en région et de **maintenir les citoyens à long terme** dans les communautés.

La région vit actuellement et fera face à l'enjeu du **vieillessement de la population** de façon plus particulière qu'ailleurs au Québec. Plusieurs sous-enjeux en découlent (départs à la retraite, moins de repreneurs pour les entreprises, soins et aide aux aînés plus mobilisés, milieux de vie inclusifs pour ces personnes, etc.) et il faudra collectivement faire des choix dans la réponse à ceux-ci. En parallèle, on note que le taux de remplacement de la main-d'œuvre en Gaspésie est de 41% plutôt que 83% au Québec.

Alors que le **contexte économique** est particulièrement difficile pour les individus (hausse importante du coût de la vie, accentuée dans certains milieux), les organisations (OC, EÉS, ...) les soutenant dans différentes sphères de leur vie (alimentation, répit, services de soutien, services à domicile, culture, communications, etc.) ne sont pas toujours soutenues à bon niveau. L'approche populationnelle pour le financement est un problème structurel pour le développement régional. Des programmes normés pour certains secteurs devraient être assouplis (ex. EÉSAD).

Le contexte économique est aussi difficile pour les entreprises. Les consommateurs privilégiant le moins cher, nous **perdons des services de proximité** dans nos villages.

L'enjeu de place en garderie semble dans certaines localités s'atténuer par l'ouverture de places, de nouvelles installations ou par la mise en place de projets en communauté. Les **CPE** jouent un rôle phare à ce propos, mais sont aussi en proie à une difficulté de maintien et d'attraction de main-d'œuvre affligeante.

L'**économie saisonnière** de la Gaspésie-les-Îles impacte la capacité de fonctionnement de nos entreprises d'économie sociale et la capacité de maintenir la main-d'œuvre engagée, mais le développement de l'économie 4 saisons crée des problématiques parallèles : maintien des espaces naturels fragilisés, utilisation de techniques et matières créant une charge supplémentaire sur l'environnement et l'utilisation des ressources (canons à neige artificielle), réparation artificielle du territoire pour maintenir des activités (ex. sentiers, ...), "boom" touristique non réparti et la viabilité du tourisme 4 saisons pour les communautés, etc.

L'enjeu de la **mobilité** et du **transport** basé sur la demande demeure problématique dans la région, qu'il soit terrestre ou aérien, intra ou inter régional. Par la bande, avec la route 132 qui passe très près de la mer et l'érosion côtière, il faudra collectivement réfléchir à notre connexion intermunicipale. Comment relier intelligemment et facilement nos différentes communautés ?

Pour certains domaines d'activités, la gestion des territoires et des terres publiques est problématique : elle amène son lot de conflits d'usage à baliser, mais en amont, implique une lourdeur administrative dans le développement de projets.

Les pratiques plus écoresponsables ne sont pas toujours privilégiées. Certaines entreprises travaillent à éduquer pour diminuer le choix de méthodes drastiques ayant plus d'impacts négatifs que positifs sur l'environnement (coupe à blanc en foresterie, par exemple). Dans le contexte des changements climatiques, il y a des efforts supplémentaires à mettre dans ce domaine ainsi que dans la sensibilisation de la population générale.

Les acteurs d'accompagnement dénotent une problématique rattachée au manque de vision d'ensemble des enjeux, qui favorise la réponse "la plus rapide" mais qui ne considère pas les éléments connexes, ou les considère trop tard (exemple logement VS développement de services connexes). Pas de plan de développement régional avec participation de la société civile pour donner une vision et des orientations à court, moyen et long termes pour arrêter de réagir et plutôt prévenir collectivement. La participation citoyenne pourrait également mieux s'articuler à côté de la mobilisation des experts.

Sur les municipalités, les participants nous ont nommé : que nous avons plusieurs petites municipalités avec peu de moyens, qu'il existe des freins (légal, manque de ressources, autres) quant à l'appui des municipalités à des projets structurants ou répondant à des enjeux nommés ci-haut. Ce sont ces freins qui impactent le soutien des élus aux initiatives des milieux.

Énoncés d'enjeux secondaires

Les acteurs ont noté un manque d'identité culturelle propre à la région ou à leur territoire.

Les citoyens rencontrent des difficultés, selon les municipalités, à discuter avec les élus. À l'inverse, dans la période actuelle, les relations élus-citoyens sont tendues vu les problématiques vécues dans certains milieux de la région (interventions déplacées, harcèlement, ...).

Le recrutement des administrateurs sur les conseils d'administration des organisations est difficile. Les mêmes personnes sont souvent mobilisées.

La vie numérique des individus d'aujourd'hui est nommé comme enjeu. Temps d'écran très élevé versus la participation citoyenne ou la consommation de biens ou de services offerts dans la communauté (ex. Arts et culture).

La sauvegarde du patrimoine est difficile vu le nombre de bâtiments patrimoniaux sur le territoire, notamment religieux, et vu les besoins financiers de soutien pour le maintien de ces bâtiments et leur rénovation.

Énoncés de pistes d'action / solutions

- Développer l'identité territoriale pour agir sur l'attractivité et la rétention des individus dans la région.
- Militer collectivement pour le financement adéquat des groupes communautaires et des organisations agissant sur la vitalisation et le maintien du dynamisme dans nos communautés, dont les entreprises d'économie sociale.
- Continuer à présenter et expliquer le modèle d'habitation sociale et collective pour ses impacts positifs et la gouvernance partagée qu'il propose.
- Structurer et proposer des projets d'accessibilité selon des modalités pour les populations vulnérables : éducation inclusive, gratuits, etc.
- Explorer les projets en cours dans d'autres territoires du Québec pour leur potentiel en région

- Mutualiser des ressources matérielles et de RH entre organisations et entreprises, peu importe leur nature (action communautaire, économie sociale, entrepreneuriat dit privé, organisation de concertation, ...).
- Réfléchir à l'utilisation collective de bâtiments vacants ou devenant vacants, telles les églises, les caisses, etc. Et soutenir des projets de requalification de leurs usages à impact.
- Soutenir les services de proximité repris ou proposés par l'économie sociale (OBNL, coop) dans les petites communautés.
- Définir un plan de développement régional intégré, impliquant la société civile (organisations de concertation pour leur expertise multisectorielle, citoyens pour leurs idées, leurs expertises personnelles et leurs vécus, ...) et les élus ou individus ayant de l'influence politique. Ce plan devrait être basé sur une définition du terme "développement" par toutes les parties prenantes, et devrait être défini selon des échelles territoriales pertinentes.
- Développer un fonds de dotation régional en environnement.
- Encourager les citoyens ainsi que les organisations à réduire leur consommation de ressources et de mieux consommer.
- Soutenir les producteurs locaux dans leurs initiatives de nous rapprocher de nos ressources alimentaires.

Identification des projets ou organisations sur le territoire

Humain -thématique regroupant aînés, logement, garderie, participation citoyenne..

La facilité de concertation et la volonté des acteurs d'agir ensemble demeure un élément positif dans le développement de projets et soutien aux communautés

Les plans de communauté au niveau du développement social sont un modèle pertinent de détermination bottom-up des enjeux à prioriser dans les localités, et à différentes échelles territoriales. Certains mécanismes mériteraient d'être dupliqués dans d'autres contextes. La difficulté reste dans la mobilisation des citoyens dans les espaces de concertation.

Projets répondant à certaines préoccupations ci-haut qui méritent d'être connus et reconnus : Cohabitat Gaspé, Nourrir notre monde, Le Garde-Manger, Solidarité Gaspésie...

Vitalité des communautés - thématique regroupant entre autres relève entrepreneuriale, immobilier collectif, culture, loisirs, gouvernance territoriale...

Projets répondant à certaines préoccupations ci-haut qui méritent d'être connus et reconnus : SARGÎM, Coop des pêcheurs de Cap Dauphin, Écoquartier des Îles ; projets extérieurs à la région : REFRAIN, Maison mère de Baie Saint Paul, etc.

Territoire et environnement - thématique regroupant entre autres environnement, alimentation, ressources naturelles...

Projets répondant à certaines préoccupations ci-haut qui méritent d'être connus et reconnus : Ré Utiles, Ressourcerie Baie Verte, RÉGÎM et les transports collectifs, les initiatives collectives portées par la RITMRG (ex. Déconstruction de bâtiments, marchés à circuits courts, ...), Collectivité ZÉN

